



ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSÉES

---

---

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P)**

---

---

**PRESTATIONS DE COMMUNICATION :  
RELATIONS PRESSE**

**MARCHE N°202522**

Le présent document comporte 15 articles et compte 25 pages numérotées de 1 à 25.

# SOMMAIRE

<b>I. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
I.1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
I.2 OBJET DU MARCHE .....	4
I.3 FORME.....	4
I.4 DUREE DU MARCHE.....	4
I.5 DEMARRAGE DES PRESTATIONS .....	5
I.6 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHE .....	5
I.7 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE.....	5
I.8 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE .....	6
I.9 SOUS-TRAITANCE .....	6
I.10 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	7
<b>II. DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
II.1 PRESENTATION DE L'ENPC ET ELEMENTS DE CONTEXTE.....	8
II.2 PRESTATIONS ATTENDUES POUR LES RELATIONS PRESSE .....	8
II.2.1 Description de l'existant .....	8
II.2.2 Compétences globales attendues .....	9
II.2.3 Organisation des relations de travail .....	10
II.2.4 Capacité à mesurer les résultats des actions engagées .....	10
II.3 DISPOSITIONS GENERALES .....	10
II.3.1 Modalités de travail - validation .....	Erreur ! Signet non défini.
<b>III. PRIX .....</b>	<b>11</b>
III.1 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	11
III.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX .....	11
<b>IV. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>12</b>
IV.1 PASSATION DES BONS DE COMMANDE .....	12
IV.2 DELAIS D'EXECUTION .....	13
IV.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
IV.4 CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE DES INFORMATIONS .....	13
IV.4.1 Confidentialité .....	13
IV.4.2 Propriété des informations .....	14
<b>V. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>14</b>
V.1 SUIVI DE LA QUALITE .....	14
V.2 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	15
<b>VI. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>15</b>
VI.1 MODALITES DE PAIEMENT.....	15
VI.3 MODALITES DE FACTURATION.....	16
VI.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	17
VI.5 INTERETS MORATOIRES .....	17
VI.6 NANTISSEMENT OU CESSION .....	17
<b>VII. PENALITES.....</b>	<b>18</b>
<b>VIII. ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....</b>	<b>18</b>
VIII.1 Engagements du Titulaire .....	18
VIII.2 IMPARTIALITE ET PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS .....	18
VIII.3 MODIFICATIONS AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE.....	19
VIII.4 TRANSFERT.....	19
VIII.5 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	20
VIII.6 MESURES RELATIVES A LA SECURITE ET A LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS .....	20
<b>IX. STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE .....</b>	<b>21</b>
IX.1 Composition et liens juridiques .....	21

IX.2 Absence prolongée, départ du personnel et remplacement .....	21
IX.3. Récusation du personnel .....	21
X. DROITS DE PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE .....	22
XI. ASSURANCE .....	22
XII. RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE .....	22
XIII. LITIGES .....	23
XIII.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE .....	23
XIII.2 RECOURS .....	24
XIV. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	24
XIV.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	24
XIV.1 OBLIGATIONS DE L'ECOLE .....	25
XV. DEROGATIONS AU CCAG PI.....	25

# **I. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES**

---

## **I.1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **L'ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES**

6/8 avenue Blaise Pascal

Cité Descartes – Champs-sur-Marne

77455 Marne-la-Vallée Cedex 2

Représentée par M. Anthony BRIANT, Directeur,

Ci-après désignée « L'École » ou « Le pouvoir adjudicateur ».

## **I.2 OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de communication institutionnelle pour l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC) concernant les relations presse.

## **I.3 FORME**

Il s'agit d'un accord cadre monoattributaire. Il est conclu à prix mixtes et comprend :

- une partie forfaitaire qui s'exécute en application des prix de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- une partie à bons de commande, qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application des prix fixés dans le bordereau des prix unitaires dans les conditions fixées aux articles R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

A titre complémentaire, il pourra s'exécuter par bons de commandes émis en application de prix faisant suite aux devis proposés par le titulaire, pour d'éventuelles prestations non identifiées au cahier des charges, dans les conditions définies au CCP.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

A l'expiration de l'accord-cadre, l'exécution de tout bon de commande émis pendant sa durée de validité sera honorée jusqu'à réalisation de la prestation attendue suivant les termes du marché.

Le montant maximum de ce marché, comprenant les 2 parties précitées, est ainsi de :

- 125 000€ HT sur sa durée initiale (2 ans),
- 250 000€ HT sur sa durée totale (4 ans) en cas de reconduction du marché.

## **I.4 DUREE DU MARCHE**

L'accord-cadre sera conclu pour une durée initiale de 2 ans à compter de sa notification.

Il pourra être reconduit tacitement une fois à la date anniversaire de sa notification pour la même durée, sauf décision contraire notifiée par le pouvoir adjudicateur 3 mois au plus tard avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire. La durée totale de l'accord-cadre est au maximum de 4 ans reconduction comprise.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et s'exécuter dans les conditions définies à l'article III du CCP.

## **I.5 DEMARRAGE DES PRESTATIONS**

La date de démarrage des prestations est la date de notification de l'accord-cadre.

Les commandes seront effectuées selon les modalités définies à l'article IV du présent CCP.

## **I.6 INTERLOCUTEURS POUR L'EXECUTION DU MARCHE**

La Direction de la Communication assure le suivi de l'ensemble de la prestation. Tout document (excepté les factures) sera adressé à cette entité :

École nationale des ponts et chaussées  
Direction de la Communication  
6 / 8 Avenue Blaise Pascal  
Cité Descartes – Champs sur Marne  
77455 Marne La Vallée Cedex 2

L'interlocutrice privilégiée du titulaire est :

Madame Emmanuelle Delforge, Directrice de la Communication, ou Karima Chelbi, Directrice adjointe de la Communication.

Mail : [emmanuelle.delforge@enpc.fr](mailto:emmanuelle.delforge@enpc.fr)/tél : 01.64.15.34.07.

[karima.chelbi@enpc.fr](mailto:karima.chelbi@enpc.fr)/01.64.15.34.17

## **I.7 REPRÉSENTANT DU TITULAIRE**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'ENPC, pour les besoins de l'exécution de celui-ci. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution par le titulaire. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'ENPC, dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le Titulaire informe l'École en cas de modification de ces informations en cours d'exécution du présent marché.

La bonne exécution de l'accord-cadre suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'administration quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné ci-après par le titulaire est l'unique interlocuteur de l'ENPC pendant toute la durée de l'accord-cadre : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire en avise immédiatement l'ENPC et lui indique le nom, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

## **I.8 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Prestations intellectuelles (CCAG PI), les pièces contractuelles du marché, dont seul l'exemplaire conservé par l'École nationale des ponts et chaussées fait foi, sont par ordre de priorité décroissante :

### a) Pièces particulières :

- 1) L'Acte d'Engagement et ses annexes financières : décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- 2) Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- 3) L'offre technique du titulaire dans ses dispositions qui ne sont pas contraires au présent document ;
- 4) Les bons de commande qui seront émis et notifiés par l'École au fur et à mesure de ses besoins ;
- 5) Les éventuels actes de sous-traitance et autres actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

### b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, celui-ci étant le mois de remise des offres.

Le cahier des clauses administratives générales, (CCAG/PI de 2021), applicables aux marchés de prestations intellectuelles, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur à la date de notification du présent accord-cadre.

Aussi, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes, lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

En cas de contradiction, leurs dispositions prévalent selon l'ordre énuméré ci-dessus.

Est réputée non écrite, toute clause des conditions générales de vente ou de tout document émanant du titulaire qui serait contraire aux dispositions du présent CCP.

## **I.9 SOUS-TRAITANCE**

Conformément à l'article L.2193-1 du code de la commande publique, la sous-traitance est autorisée dans le cadre de ce marché. Si elle devait être envisagée, il serait fait application des dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire du présent accord-cadre est autorisé à sous-traiter partiellement l'exécution des prestations, à condition d'avoir obtenu au préalable l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

La déclaration de sous-traitance est réalisée conformément aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

La demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant est transmise dans le projet de déclaration de sous-traitance – formulaire DC4\* accompagné de l'ensemble des attestations, déclarations et renseignements justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant :

- ✓ Le formulaire DC2\* dûment complété et signé par le représentant habilité du sous-traitant et accompagné des documents qui y sont mentionnés ;
- ✓ Les attestations et certificats fiscaux et sociaux ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant n'entre dans aucun cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur signée justifiant que le sous-traitant satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- ✓ Un document mentionnant le numéro SIREN du sous-traitant ;
- ✓ Les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- ✓ La présentation détaillée des capacités du sous-traitant (moyens et références).

Dès réception de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire fait connaître à l'Ecole le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles à l'Ecole lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut, il encourt une pénalité dans les conditions définies à l'article 6 du présent CCP.

Le recours à un sous-traitant qui n'aurait pas été préalablement agréé expose le titulaire à la résiliation du marché pour faute. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de la demande de sous-traitance.

L'acceptation par l'administration confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600€ TTC.

## **I.10 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'ENPC se réserve le droit de mettre en œuvre les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires, si ses conditions de mise en œuvre sont réunies.

---

\* Les formulaires sont téléchargeables à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## II. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

---

### II.1 PRESENTATION DE L'ENPC ET ELEMENTS DE CONTEXTE

L'École nationale des ponts et chaussées est l'une des plus prestigieuses écoles d'ingénieurs française.

L'École nationale des ponts et chaussées, grande école d'ingénieurs française créée en 1747, forme les futurs cadres dirigeants et les chercheurs qui auront à relever les défis de la société durable du 21<sup>e</sup> siècle.

Présente dans les meilleurs classements nationaux et internationaux dans lesquels elle progresse chaque année, l'ENPC dispose d'une notoriété nationale et internationale incontestée. La qualité de son enseignement pluridisciplinaire aux pédagogies innovantes s'appuie sur l'excellence de sa recherche, ses liens étroits avec le monde de l'entreprise et ses partenariats avec les plus grandes institutions académiques mondiales.

Si le génie civil, le génie environnemental et le génie mécanique ont fait historiquement son prestige, l'ENPC offre aujourd'hui des formations d'excellence dans des domaines variés : mathématiques appliquées, *machine learning*, génie industriel, transport, économie et finance, mécanique et sciences des matériaux, ville, énergie...

Depuis juillet 2024, L'ENPC est membre de l'Institut Polytechnique de Paris (IP Paris), institut de sciences et technologies à vocation mondiale avec l'École polytechnique, l'ENSTA, l'ENSAE Paris, Télécom Paris et Télécom SudParis. Elle est aussi membre fondateur de PSE-École d'Économie de Paris et de l'université européenne EELISA qui réunit 10 établissements d'enseignement supérieur, dans 8 pays.

Les enjeux mondiaux actuels, ainsi que l'évolution du paysage de l'enseignement supérieur français, l'incitent aujourd'hui à se rendre plus visible et à mieux exprimer ses particularités pour être mieux identifiée sur les terrains qui la caractérisent, de façon à préserver son rang.

Pour cela, l'ENPC souhaite développer ses relations presse.

### II.2 PRESTATIONS ATTENDUES POUR LES RELATIONS PRESSE

#### II.2.1 Description de l'existant

Les relations presse de l'ENPC sont animées par la directrice adjointe de la communication qui y consacre un quart de son temps, avec l'appui d'une agence de relations presse.

En termes d'objectifs, les relations presse de l'ENPC reposent sur un triptyque :

1. **Faire connaître les grandes orientations stratégiques de l'École** : essentiellement au travers d'interviews avec la direction de l'École ;
2. **Témoigner du dynamisme de l'École** en recherche, en enseignement, mais aussi dans ses relations avec les entreprises et à l'international : cela se traduit par des communiqués de presse réguliers en fonction de l'actualité de l'École. Cela peut aussi passer par la prise de parole de représentants de la Communauté des Ponts au sens large (chercheurs, professeurs, diplômés, élèves...)
3. **Affirmer le positionnement de l'École autour de la transition écologique, énergétique et ses champs de compétences**, notamment dans le domaine de la recherche (autour de 4 grands enjeux socio-économiques : industrie du futur ; systèmes ville et mobilité ; économie, usage et société ; gestion des ressources de l'environnement) : cela passe par l'identification et l'animation d'un pôle d'experts qui peuvent être sollicités



par les journalistes en fonction de l'actualité ou être amenés à écrire des tribunes spécifiques.

L'agence sera chargée de la mise en œuvre des 3 objectifs précédemment décrits, dans toutes leurs dimensions.

Elle devra donc être à même de faire des recommandations, de soutenir les porte-paroles de l'École dans leurs actions (mise en place de coaching et aide éventuelle à la rédaction), d'organiser d'éventuels événements (conférences de presse, petits déjeuners...) et de prendre en charge la diffusion des différents outils (communiqués, tribunes, biographies d'experts...), de façon globale ou ciblée.

## II.2.2 Compétences globales attendues

D'une manière générale, les candidats devront démontrer à travers leur proposition :

- Une réelle capacité à comprendre les enjeux et le positionnement de l'ENPC ;
- Une réactivité par rapport aux besoins de communication de l'École.

De plus, il leur est demandé les compétences techniques suivantes :

- ✓ **Une aptitude à organiser des sessions de média-training** pour, notamment : le Directeur de l'École, les directeurs adjoints et la Directrice des relations internationales et des partenariats entreprises, des chercheurs (en fonction de la demande et des besoins identifiés) ;
- ✓ **Une aptitude à soutenir les experts identifiés de l'ENPC dans leurs relations avec la presse** (tant orale, qu'écrite) ;
- ✓ **La capacité de renforcer le positionnement spécifique de l'ENPC** : par des actions presse classiques auprès des différents médias (presse écrite, TV, radio, presse internet...).

Il leur est demandé :

- Du conseil sur le type de contenus susceptibles d'intéresser les journalistes dans cette perspective.
- Organisation d'un point presse régulier (ou rencontres ou interviews ponctuelles et individuelles) avec la direction de l'Ecole ou d'autres représentants de la communauté des Ponts (diplômés, élèves, professeurs, chercheurs...) ; suivi des retombées presse qui en découlent. Cette organisation est prise en charge tant sur la forme (aspects logistiques), que sur le fond (organisation de la prise de parole, thématiques abordées).
- La rédaction et la diffusion de documents presse (invitations, communiqués et dossiers de presse).

Objectif minimum : 12 dans l'année.

***Une attention particulière sera portée sur la diffusion (outils disponibles à l'agence, connaissance et usages de la communication digitale comme moyen de renforcer la diffusion des contenus)***

- La gestion d'événements et de conférences : invitation, relance et gestion des journalistes invités avant, pendant et après.
- Le suivi systématique des « retombées presse » après l'organisation d'événements, d'interviews téléphoniques ou de rendez-vous individuels.
- Le développement du nombre de nos « experts », en les identifiant auprès des médias et en favorisant leur prise de parole dans les médias en fonction de l'actualité.
- Les remontées d'informations sur les dossiers rédactionnels pouvant intéresser l'École et ses domaines d'expertise (enseignement supérieur et recherche, classements grandes écoles).
- Plus généralement, la capacité à développer des partenariats presse non marchands dans le cadre d'événements particuliers notamment en étant sollicité par les journalistes, à l'occasion de grands dossiers rédactionnels concernant l'enseignement supérieur et nos champs thématiques.
- La réactivité face à une situation de crise.
- Et toute autre action de nature à atteindre les objectifs fixés.

### II.2.3 Organisation des relations de travail

Des réunions de travail régulières à l'École ou à distance (visio, téléphone) devront être organisées pour faire le point sur l'état d'avancement des missions.

### II.2.4 Capacité à mesurer les résultats des actions engagées

Les candidats devront mettre en place des outils de suivi et d'évaluation des relations presse, en partant d'un point zéro, dont la méthodologie est à définir.

## **II.3 DISPOSITIONS GENERALES**

Les textes, et d'une manière générale, tous les supports nécessaires à la réalisation de l'objet du marché devront avoir été expressément validés au préalable par les représentants de l'ENPC.

Ainsi, outre les prestations identifiées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, une commande pourra être communiquée à l'agence pour des prestations ponctuelles complémentaires, exprimant la demande ainsi que les contraintes, auquel le Titulaire apportera une réponse technique et financière (recommandation, maquette, etc...).

L'acceptation définitive de cette proposition se matérialisera par un écrit de l'ENPC, a minima un email, qui sera préalable à toute opération de production, d'exploitation ou diffusion par le Titulaire.

Le titulaire devra respecter les délais de réalisation des prestations indiqués par l'ENPC par un écrit. A défaut, des pénalités pour retard pourront s'appliquer.

Les validations définitives des actions sont de la responsabilité de l'ENPC, qui est le seul interlocuteur du Titulaire.

### III. PRIX

---

#### III.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix du présent accord-cadre sont mixtes :

- avec une partie à prix forfaitaire figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- et une partie à prix unitaire dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Tous les prix unitaires et forfaitaires sont contractuels, et les prix unitaires seront appliqués aux prestations effectivement réalisées.

Les prix unitaires du marché figurent dans les bons de commande, émis soit en application du bordereau des prix unitaires, annexe financière de l'acte d'engagement ; soit en application de devis tel que précisé supra, le cas échéant. Les devis pourront également comporter des prix forfaitaires.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, au transport, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### III.2 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix du présent accord-cadre, inscrit dans les annexes financières à l'acte d'engagement, sont établis sur la base des conditions économiques du 1<sup>er</sup> jour du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils sont révisibles annuellement à la demande du titulaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P = P_0 \left( \frac{S_1}{S_0} \right)$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé en euros HT,
- P<sub>0</sub> est le prix initial en euros HT,
- S<sub>1</sub> est la dernière valeur connue à la date de révision de l'indice INSEE défini ci-dessous,
- S<sub>0</sub> est la valeur initiale de l'indice INSEE défini ci-dessous.

L'indice appliqué pour la révision des prix est le suivant :

Indice BtoB – A17JZ : prix de production des services français aux entreprises françaises – information et communication ; disponible sur le site de l'INSEE à la référence 010766356.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le calcul de la révision de prix est à la charge du Titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite.

Les prix révisés s'appliquent aux commandes émises et prestations effectuées à compter de la date de révision.

Les révisions de prix du présent marché n'ont pas à être constatées par avenant.

#### **Clause de sauvegarde**

L'évolution des prix de règlement tel qu'il est défini ci-dessus ne pourra en aucun cas conduire pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre à une augmentation supérieure à 3 % annuelle par rapport aux prix figurant dans les annexes financières.

L'ENPC se réserve le droit de résilier sans indemnité l'accord-cadre pour toute augmentation supérieure à ce taux.

#### **Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée**

Les prix du marché sont hors TVA. Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la facturation des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

## **IV. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **IV.1 PASSATION DES BONS DE COMMANDE**

Hors forfait annuel, le présent accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande en application des prix unitaires figurant au BPU, éventuellement révisés.

A titre complémentaire, il pourra s'exécuter par bons de commandes pour des prestations qui ne seraient pas identifiées dans le bordereau des prix unitaires. Il sera alors demandé un devis au Titulaire pendant l'exécution du marché.

Une fois l'accord des parties obtenu, il fera l'objet d'un bon de commande selon les conditions indiquées ci-après.

Les bons de commande sont adressés par mail au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande comportent au moins :

- La désignation des parties contractantes ;
- Les références du présent marché et de l'avenant le cas échéant ;
- L'identification de la personne émettrice de la commande et de son service à l'ENPC ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La désignation détaillée des prestations ainsi que leur quantité ;
- Les délais d'exécution des prestations à réception de la commande ;
- La date d'émission de la commande ;
- Les modalités de livraison ;
- Le montant de la commande HT et TTC, ainsi que la TVA.

Par dérogation à l'article à l'article 3.7.2 du CCAG/PI, le délai dont dispose le titulaire pour notifier au signataire du bon de commande ses observations quant aux prescriptions dudit bon de commande est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. A l'expiration du marché, l'exécution de tout bon de commande émis pendant sa durée de validité sera honorée jusqu'à réalisation de la prestation attendue suivant les termes du marché.

Les prix proposés s'entendent livraison franco de port (frais de port inclus) dans les conditions définies dans l'annexe financière. Aucun frais supplémentaire ne pourra être facturé pour des commandes jugées de faible importance par le Titulaire.

## **IV.2 DELAIS D'EXECUTION**

Les prestations sont réalisées par le titulaire de l'accord-cadre conformément aux délais d'exécution définis dans son offre et/ou dans les bons de commande.

Ces délais sont impératifs et leur non-respect entraînera l'application d'une pénalité de retard telle que définie à l'article VII « Pénalités pour retard » du présent CCP.

## **IV.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les délais d'exécution des prestations définis dans l'offre et/ou les bons de commande du titulaire sont impératifs et conditionnent la réception des prestations.

En conséquence, toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord express de l'ENPC notifié au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'ENPC au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le Titulaire doit signaler, sans délai, à l'ENPC ou à toute autre personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché et la date à compter de laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

L'ENPC notifie par écrit au Titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande. Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG/PI, le silence gardé par l'acheteur pendant un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande vaut décision implicite de rejet de la demande de prolongation.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

## **IV.4 CONFIDENTIALITE ET PROPRIETE DES INFORMATIONS**

### **IV.4.1 Confidentialité**

Le présent marché est soumis à l'obligation de confidentialité prévue à l'article 5.1 du CCAG PI.

Le titulaire est tenu de s'y conformer sans réserve et de porter à la connaissance de son personnel les dispositions du présent article.

Le Titulaire est tenu d'informer ses éventuels sous-traitants de l'obligation de confidentialité qui s'applique de la même manière à eux.

Les informations échangées entre les parties dans le cadre de l'exécution du présent marché sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation écrite préalable de l'École nationale des ponts et chaussées, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Ne sont pas concernées, les informations déjà accessibles au public au moment où elles sont portées à la connaissance des parties.

Le Titulaire prend toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des informations, documents et autres éléments relatifs au marché. Il avise l'ENPC, sans délai, de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation de l'ENPC les dispositions qu'il prend à cet effet.

Le non-respect des dispositions par le titulaire ou son éventuel sous-traitant, indépendamment des sanctions pénales pouvant être encourues, entraîne la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure réalisée par courrier en recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de huit (8) jours calendaires.

#### IV.4.2 Propriété des informations

L'ensemble des informations apportées par l'ENPC de quelque nature que ce soit et sous quelque format est la propriété de celle-ci. Le titulaire n'acquiert aucun droit sur les informations qui lui sont transmises.

Le titulaire s'interdit de recopier les informations de toute nature qui lui sont confiées au titre du présent marché en dehors de sa prestation normale. Il s'interdit également de reproduire, d'adapter, de traduire sous quelque forme que ce soit lesdits contenus.

A l'issue du présent marché, le titulaire s'engage à détruire tous les documents et les éventuelles sauvegardes qu'il aurait en sa possession.

Le Titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle sur les prestations fournies.

## **V. MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS**

---

### **V.1 SUIVI DE LA QUALITE**

Le Titulaire est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées par l'ENPC.

L'ENPC se réserve le droit de procéder à des actions de contrôle ou d'audit dans les locaux du titulaire pour s'assurer des moyens de contrôle mis en place tout au long de la chaîne de réalisation des prestations décrites dans le présent accord-cadre, ceci même en l'absence d'incidents particuliers.

A l'issue des contrôles éventuels réalisés par l'ENPC, le titulaire devra, à la demande de celui-ci, suivre les recommandations qui lui seront éventuellement formulées.

## **V.2 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

Le suivi de l'exécution des prestations est assuré par la personne désignée à l'article I du présent CCP, ou son représentant. Outre les opérations de vérifications qualitatives exercées par l'ENPC et définies au CCAG-PI, le Titulaire s'engage à assurer le suivi des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre de l'accord-cadre.

Le non-respect peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques ou malfaçons constatés, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées au chapitre 5 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, le délai imparti à l'ENPC pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de quinze jours. Ce délai court à compter de la réception par l'ENPC des éléments. Passé ce délai, les prestations sont réputées admises.

Par dérogation à l'article 29.4 du CCAG PI, lorsque la vérification donne lieu à un rejet, l'ENPC notifie au Titulaire, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception des éléments, ledit rejet par tout moyen écrit portant mise en demeure d'exécuter dans les huit (8) jours calendaires les prestations conformes.

L'admission des prestations sera prononcée par les personnes désignées à l'article I du présent CCP pour le compte du pouvoir adjudicateur.

L'admission des prestations ouvre droit à paiement partiel définitif dans les conditions énoncées à l'article VI.1 du présent CCP.

## **VI. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

---

### **VI.1 MODALITES DE PAIEMENT**

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du présent accord-cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique.

Il s'agit d'un paiement partiel définitif après réception définitive des prestations pour chaque bon de commande émis conformément à l'article IV.1 du présent CCP.

Pour ce qui concerne le forfait annuel, le règlement s'effectue mensuellement dans les conditions définies à l'article VI.3 du présent CCP.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le Titulaire au titre des réflexions ou des pénalités prévues respectivement à l'article 29.3 du CCAG PI et à l'article VII du présent CCP.

### **VI.2 AVANCE**

Pour la partie à bons de commande :

Il sera fait application des dispositions des articles 2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique. Ainsi, une avance de 30% est accordée au Titulaire ou groupement, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, pour tout bon de commande supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Elle se calcule sur le montant TTC du bon de commande concerné.

Pour la partie forfaitaire :

Il sera fait application des dispositions des articles 2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique. Ainsi, une avance (30% d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois) est accordée au Titulaire ou groupement, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, si ce montant initial est supérieur à 50 000 euros HT.

Elle se calcule de la même façon pour la reconduction de marché.

### VI.3 MODALITES DE FACTURATION

Les prestations objet du présent marché, sont réglées après présentation des factures :

-selon les prix indiqués dans les bons de commande, émis en application de l'annexe financière de l'acte d'engagement (BPU), ou en application de devis préalables.

-selon les prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire, à hauteur d'un montant mensuel équivalent à 1/12<sup>ème</sup> du forfait annuel.

Ces prix sont éventuellement révisés selon les conditions stipulées au présent CCP.

Toute commande fait l'objet d'une facturation individualisée. Une copie du bon de commande à l'origine des prestations exécutées est jointe obligatoirement à la facture pour la partie à bons de commande du marché. Dans le cas contraire, la facture sera rejetée comme n'étant pas conforme, suspendant de fait, le délai global de paiement.

Le comptable assignataire procédera au règlement des sommes dues par virement administratif.

Le règlement financier est subordonné au service fait et à la production préalable d'une facture en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'École nationale des ponts et chaussées en tant que destinataire de la facture : 19753501600020 ;
- Le service de l'École émetteur de la commande (code service qui permettra de distinguer le service réceptionnaire des factures : code SUB03– Libellé : DG COM) ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande, en cas de besoin ;
- La date de la facture ;
- Le détail des prestations (notamment la période facturée) ;
- Le montant HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le nom et adresse du Titulaire ;
- Le SIRET ou RCS du Titulaire, ainsi que ses coordonnées bancaires.

Les prestations réalisées et décrites dans la facture devront être suffisamment détaillées pour permettre la reconstitution du montant global à partir des tarifs applicables et des quantités facturées.

Les factures seront envoyées en version dématérialisée via la plateforme Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), à l'École nationale des ponts et Chaussées.

En cas de présentation non conforme, toute facture erronée ou incomplète est retournée au Titulaire et n'est prise en compte qu'après régularisation.



Les retards de paiement qui pourraient s'ensuivre ne sauraient donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

Le règlement s'effectuera par virement bancaire sur le compte renseigné à l'acte d'engagement.

Le règlement des factures est effectué selon les règles de la comptabilité publique. Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'ENPC.

En cas de présentation non conforme aux éléments précités ci-dessus, la facture sera retournée au Titulaire. Les retards de paiement qui pourraient s'ensuivre ne sauraient donner lieu au paiement d'intérêts moratoires.

#### **VI.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, sous 30 jours maximum et après présentation des factures par le Titulaire.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception des factures. Toutefois, il court à compter de la date d'exécution des prestations (sous réserve d'admission de celles-ci), lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date.

#### **VI.5 INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou de son sous-traitant agréé au paiement direct.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € sera également payée au créancier lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement.

Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'ENPC, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

#### **VI.6 NANTISSEMENT OU CESSION**

Le présent accord-cadre ne peut pas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou à titre gracieux, sans accord préalable et expressément notifié par écrit par le pouvoir adjudicateur.

Cet accord doit être constaté par voie d'avenant.

En cas de nantissement de créances, sur demande du titulaire, la copie de l'original de l'Acte d'Engagement (AE) portant la mention d'exemplaire unique ou un certificat de cessibilité est transmise par le pouvoir adjudicateur pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix.

## **VII. PENALITES**

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, si de son fait le Titulaire dépasse de 5 jours ouvrés les délais annoncés dans l'offre du titulaire et/ou dans le devis préalablement visé par les deux parties, il encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 5 % du montant des prestations objet du planning de production concerné. Les pénalités sont augmentées de 5 % tous les 5 jours ouvrés de retard supplémentaire. Ces pénalités sont plafonnées à 15 % du montant de la prestation.

## **VIII. ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

---

### **VIII.1 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE**

L'ENPC cherche à asseoir une relation de confiance avec ses prestataires qui doivent prendre en compte la mission d'intérêt général dévolu à l'ENPC.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à respecter avec ses équipes une obligation de conseil, qui recouvre, notamment, l'obligation de proposer de façon systématique des solutions techniques et financières optimisées, répondant au juste besoin, limitant de fait tout surcoût inutile, injustifié ou exagéré. Il agit dans le respect d'un principe de bonne gestion des deniers publics et à faire respecter cette obligation auprès de ses cotraitants et sous-traitants.
- à fournir à l'ENPC une prestation conforme aux stipulations du présent CCP, de son offre technique, des briefs et des recommandations ;
- à tenir l'ENPC régulièrement informé de la progression de la prestation, l'ENPC se réservant la possibilité d'apporter toute modification qu'il jugera utile aux moyens initialement fixés ;
- à informer sans délai l'ENPC de toute difficulté rencontrée dans la réalisation et l'exécution des prestations de nature à retarder ou compromettre le bon déroulement du marché ;
- à collaborer en « bonne intelligence et en bonne entente » avec les différents prestataires de l'ENPC.

### **VIII.2 IMPARTIALITE ET PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS**

Le Titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché, ceci valant notamment dans le cas où sont attendues de sa part des prestations de conseil et/ou d'assistance.

Il prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels, toute mesure utile pour éviter que :

- Des situations de conflit entre les missions confiées au titre du présent marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions ;

- Ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

En cas de conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du marché, le Titulaire est tenu d'informer l'ENPC sans délai, par écrit, de l'existence dudit conflit et de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin.

L'ENPC se réserve la possibilité de vérifier que lesdites mesures soient appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

### **VIII.3 MODIFICATIONS AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHÉ**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai toutes les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement du marché.

En cas de modification de sa raison sociale ou de sa dénomination, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais l'École et de communiquer tout élément mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales...). En cas de négligence, l'École ne saurait être tenue pour responsable d'un quelconque retard observé dans les délais de paiement des factures du fait des modifications intervenues.

### **VIII.4 TRANSFERT**

En cas de cession de fonds de commerce, cession d'activité, fusion-absorption, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit dans les plus brefs délais l'École.

Prenant acte de la demande de transfert, l'École procède à la vérification des capacités de l'entreprise cessionnaire. En vue de cette vérification, l'entreprise cessionnaire transmet :

- Une déclaration sur l'honneur signée certifiant qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner aux marchés et accords-cadres mentionnés aux articles L. 2141-1 à 5 et L. 2141-7 à 10 du code de la commande publique ;
- Les pièces mentionnées au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels de la structure pour chacune des 3 dernières années et leur répartition (effectifs, personnel d'encadrement, ...) ;
- Une présentation décrivant les moyens techniques – outillage, matériel, équipement dont la structure dispose pour la réalisation de prestations de même nature ;
- Une présentation des prestations équivalentes réalisées au cours des 3 dernières années : liste des références comprenant le nom, le statut du client, les coordonnées du référent, la date de début

et la date de fin des prestations, l'objet et le montant annuel des prestations réalisées ;

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché réalisés au cours des 3 derniers exercices ;
- Un relevé d'identité bancaire ;
- Toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce parue dans un journal d'annonces légales ...).

Suite à cette vérification, si elle est concluante, un avenant est établi constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Dans le cas contraire, le marché est résilié sans indemnité ni préavis.

Le Titulaire s'interdit de céder les droits et obligations résultant pour lui du présent marché sans accord préalable de l'Ecole.

### **VIII.5 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Ecole par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Ecole adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur, cette mise en demeure est adressée au titulaire si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code précité.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **VIII.6 MESURES RELATIVES A LA SECURITE ET A LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS**

Le Titulaire se conforme à ses obligations résultant des lois et règlements concernant la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Il garantit le respect complet de la législation sociale et l'emploi régulier de son personnel et sous-traitants éventuels; et, à cet égard, transmet tous les six mois à compter de la notification du présent marché, l'ensemble des pièces mentionnées à l'article V du Règlement de la Consultation (RC) au titre de l'article D. 8222-5 du code du travail et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux en vigueur.

Le titulaire assume la responsabilité du donneur d'ordre en matière d'intervention de personnels détachés. Il devra respecter l'ensemble des dispositions de la loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 modifiée visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale.

Les entreprises sous-traitantes qui détachent des travailleurs en France sont tenues d'adresser une déclaration préalable à l'inspection du travail du lieu où la prestation débute. Les sous-traitants doivent en outre désigner un représentant identifié sur le territoire national. Ce dernier aura pour obligation de fournir toutes les pièces justificatives au donneur d'ordre et aux organismes de contrôle, sur simple demande. Les formalités liées au détachement doivent par ailleurs être inscrites sur le registre du personnel du titulaire accueillant des travailleurs détachés.

Le Titulaire s'assurera du respect de la réglementation en matière de rémunération des travailleurs détachés, de respect du droit du travail et des conditions d'hébergement de ces derniers.

Le Titulaire est responsable de la définition des tâches, de l'organisation et de la qualification du personnel.

Le Titulaire du marché est tenu, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, de veiller au respect par son personnel et par ses sous-traitants éventuels des consignes de sécurité du site et du règlement intérieur de l'Ecole.

## **IX. STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE**

---

### **IX.1 COMPOSITION ET LIENS JURIDIQUES**

Le Titulaire s'oblige à mettre à la disposition de l'acheteur, pendant toute la durée du présent marché, le(s) profil(s) pressenti(s) proposé(s) par le Titulaire dans son offre.

### **IX.2 ABSENCE PROLONGEE, DEPART DU PERSONNEL ET REMPLACEMENT**

En cas d'absence ou de départ subi d'un membre de l'équipe affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire devra impérativement, dans un délai de 48 heures à compter de la connaissance de l'absence ou du départ du personnel, en aviser l'ENPC par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/PI, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalente dans les 8 jours suivants.

L'Ecole se réserve alors le droit de rejeter la personne proposée. Le Titulaire dispose alors de 48 heures pour proposer un nouveau remplaçant.

Le remplaçant sera considéré comme accepté si l'Ecole ne le récuse pas dans les 15 jours ouvrés à compter de la réception du courriel suivant sa désignation.

### **IX.3. RECUSATION DU PERSONNEL**

Pendant toute la durée du marché, l'ENPC se réserve le droit de récuser les personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations (à titre non exhaustif : mauvaise entente ou mauvaise exécution liée à tout ou partie de l'équipe mise en place par le titulaire). L'ENPC devra alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées au présent article.

## **X. DROITS DE PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE**

---

Il sera fait application de l'article 35.2.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles "CCAG-PI" approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## **XI. ASSURANCE**

---

Le Titulaire est responsable en totalité des dommages ou accidents, de quelque nature que ce soit, aux biens et aux personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant sa responsabilité pour l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il pourrait être déclaré responsable. Les garanties souscrites devront être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations : elles doivent être sans limite pour les dommages corporels.

Le Titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurance souscrits par lui.

Sur simple demande écrite de l'École pendant l'exécution du présent marché, le Titulaire remettra dans le délai qui lui sera alors indiqué une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, et à informer expressément l'École de toute modification de son contrat.

## **XII. RESILIATION ET CAS DE FORCE MAJEURE**

---

L'ENPC peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG/PI,
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI,
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG/PI,
- soit en application de l'article du présent CCP relatif à la clause de sauvegarde.

L'ENPC peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 40 du CCAG/PI.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées au chapitre 7 du CCAG/PI, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation de l'accord-cadre fait l'objet d'un décompte de résiliation arrêté par l'ENPC et notifié au Titulaire.

En application de l'article 27 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant :

- Soit en cas d'inexécution de prestations qui, par nature, ne peuvent souffrir d'aucun retard, ou lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ;
- Soit en cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut substituer des prestations équivalentes s'il n'est pas possible de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations identiques à celles dont l'exécution est prévue.

Le titulaire défaillant est tenu de fournir les informations et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations qui seraient nécessaires à leur exécution par le tiers désigné.

L'augmentation des dépenses résultant de l'exécution des prestations par le tiers désigné est mis à la charge du titulaire défaillant.

En cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime) déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties seront suspendues.

Le Titulaire devra notifier à l'ENPC l'impossibilité d'exercer sa mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement. Les obligations seront exécutées à nouveau dès que les effets des événements de force majeure auront cessé, selon des modalités de reprise qui auront été décidées d'un commun accord entre les parties.

Dans tous les cas, il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures conservatoires pour éviter tout dommage ou dégradation.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraînera pas de report de la date d'échéance du contrat. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. Les grèves ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

## **XIII. LITIGES**

---

### **XIII.1 DROIT, LANGUE, MONNAIE**

Les différents et litiges seront réglés dans le respect des dispositions du chapitre 8 du CCAG/PI.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances et autres documents relatifs au marché sont rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Les factures seront établies en euros.

## **XIII.2 RECOURS**

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent Marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction de droit public compétente.

- ✓ Instance chargée des procédures de recours :  
Tribunal administratif de Melun,  
Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex  
Tel : 01 60 56 66 30 ; courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr  
Adresse internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr>
- ✓ Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :  
Greffes du tribunal administratif de Melun,  
Adresse : 43 rue de Général de Gaulle, case postale n°8630, 77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30 ; courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr  
Adresse internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr>

## **XIV. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

---

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Plus précisément, le Titulaire du marché n'est destinataire que des données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché. Il s'engage, en outre, à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel lui ayant été communiquées et à ne pas les utiliser pour une finalité autre que l'exécution du présent marché. Il s'engage, enfin, à détruire, à l'issue du marché, les données à caractère personnel dont il aura été destinataire.

L'École se conforme à toutes les obligations inhérentes à sa qualité de responsable de traitement, s'agissant des données communiquées au titulaire du marché.

Elle s'assure notamment du respect des droits des personnes concernées et les informe, par suite, de la transmission de leurs données au Titulaire.

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, du règlement général sur la protection des données, ci-après le RGPD

### **XIV.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le Titulaire s'engage à :

- Garder confidentielles les données à caractère personnel auxquelles il aura accès à l'occasion de l'exécution du marché ;
- Assurer la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du marché en mettant en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adéquates conformément aux recommandations de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (système d'authentification, chiffrement, gestion des habilitations, traçabilité des accès) ;
- Ne pas utiliser les données à caractère personnel traitées à d'autres fins que celles spécifiées du marché ou ayant donné lieu à une instruction écrite de l'École ;



- Ne pas divulguer les données à caractère personnel traitées à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, publiques ou privées, sauf aux fins strictement nécessaires à la bonne exécution du marché ou sur instruction de l'Ecole ;
- N'avoir recours, le cas échéant, à un sous-traitant à qui de telles données pourraient être transmises qu'avec l'autorisation écrite préalable de l'Ecole et, en tout état de cause, sous réserve de l'assurance des garanties de confidentialité et de sécurité des données suffisantes ;
- Notifier sans délai à l'Ecole toute faille de sécurité compromettant la confidentialité ou toute violation de données à caractère personnel, ainsi que toute information relative à la gravité et à l'étendue de la violation et son origine ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information qui lui sont confiés, en dehors de ce qui est requis par l'exécution du marché ou qui procède d'une instruction de l'Ecole ;
- Communiquer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du RGPD ;
- Documenter sa conformité à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, plus particulièrement, s'agissant des opérations effectuées dans le cadre de l'exécution du marché et à tenir l'ensemble de cette documentation à la disposition de l'Ecole ;
- À respecter de façon absolue les obligations précitées et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

#### **XIV.1 OBLIGATIONS DE L'ECOLE**

L'Ecole s'engage à :

- ne transmettre au titulaire du présent marché que les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- formuler par écrit ses instructions au Titulaire s'agissant d'un traitement de données à caractère personnel ;
- garantir le respect des droits relatifs à la protection des données à caractère personnel des personnes concernées et, notamment, le droit d'être tenu informé de la communication de leurs données au Titulaire ;
- veiller, pendant toute la durée des traitements de données à caractère personnel sur lesquels le titulaire pourrait être conduit à intervenir, au respect des obligations prévues par le RGPD.

#### **XV. DEROGATIONS AU CCAG PI**

<b>Articles du CCAG/PI auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du CCP portant dérogation</b>
Article 4.1 Pièces contractuelles	Article I.9
Article 3.7.2 Bons de commande	Article IV.1
Article 13.3 Prolongation du délai d'exécution	Article IV.3
Articles 28.2 et 29.4 Vérification et admission des prestations	Article V.2
Article 14 Pénalités	Article VII
Article 3.4.3 Remplacement du personnel	Article IX.2